

*Sécurité de la vieillesse—Loi*

français du Québec et la balance des paiements du Canada en souffre. Comment parler aux membres du gouvernement puisqu'ils n'écoutent pas?

Je voudrais revenir à une suggestion de mon collègue, le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton). Il a proposé que, si l'on doit faire des coupures, on les fasse de préférence dans le salaire des gens qui travaillent et qui peuvent supporter une réduction, plutôt que dans la pension des retraités. Il a suggéré également de faire des coupures dans le montant que nous versons à Canagrex ou à d'autres vaches sacrées. Nous devrions peut-être prendre l'avis du vérificateur général et réimposer un contrôle des dépenses...

**M. Schroder:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je sais que le député ne veut aucunement tromper la Chambre, mais ce projet de loi n'a rien à voir avec les coupures ou l'économie d'argent. Il vise à réduire l'inflation à 6 et 5 p. 100.

**M. Lambert:** En diminuant les dépenses du gouvernement.

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre, s'il vous plaît. Le secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Schroder) n'a pas soulevé une question de Règlement, il intervient simplement dans le débat. Le député d'Edmonton-Strathcona (M. Kilgour).

**M. Kilgour:** Monsieur le Président, le député d'en face est un de mes cousins éloignés. Les racines de nos familles sont dans la région de Guelph. Sauf votre respect, monsieur le Président, il n'a pas la moindre idée des causes de l'inflation.

Selon moi, une de ces causes, c'est qu'on dépense 25 p. 100 de plus que ce qu'on touche en recettes, et c'est ce que le gouvernement fait maintenant depuis quelques années. Dans une large mesure, il comble la différence en faisant marcher la planche à billets. Si le ministre qui m'interpelle de l'autre côté descendait dans son sous-sol et imprimait autant d'argent que le gouvernement en a imprimé au cours des dix dernières années, on le mettrait en prison pour contrefaçon.

Je rappelle aux députés ce qui s'est passé en Allemagne dans les années 20 et ce qui se produit actuellement en Argentine. Un gouvernement qui imprime de l'argent aussi vite que le nôtre ne peut que causer l'inflation. Il est ridicule de prétendre, comme le fait le député, que la réduction des paiements de sécurité de la vieillesse puisse freiner l'inflation.

Ce que je veux dire, et ce qu'a déjà dit le député de Qu'Appelle-Moose Mountain, c'est que, si des réductions s'imposent, il serait préférable de s'attaquer au salaire des personnes qui travaillent plutôt qu'aux pensions. Que l'on réduise n'importe quoi, les salaires des députés, par exemple, mais, pour l'amour du ciel, qu'on ne touche pas aux prestations que l'on verse aux milliers et milliers de Canadiens qui reçoivent la sécurité de la vieillesse.

[Français]

... dans toutes les régions qui dépendent de la OAS, comme on dit.

[Traduction]

Ce dont nous parlons aujourd'hui, c'est, de toute évidence, d'un expédient mal conçu pour essayer d'enrayer la crise. Qui plus est, il est proposé par un gouvernement qui a perdu la confiance de la population. Sauf votre respect, monsieur le

Président, le Canada est un navire sans gouvernail et le capitaine ne tient pas le cap. Il est comme le capitaine Queeg qui était dans la salle des machines en train de jouer avec ses perles, alors que son navire se dirigeait vers les rochers. Ce gouvernement nous entraîne vers les écueils.

Dans l'intérêt de tous leurs électeurs, j'engage les députés de l'autre côté à voter contre ce projet de loi.

[Français]

**Le président suppléant (M. Corbin):** L'honorable secrétaire parlementaire désire-t-il invoquer le Règlement?

**M. Maltais:** Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à l'honorable député.

**Le président suppléant (M. Corbin):** Cela requiert le consentement unanime puisque le temps de parole accordé à l'honorable député est maintenant écoulé.

[Traduction]

Y a-t-il consentement unanime pour que le secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Maltais) pose une question au député d'Edmonton-Strathcona?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**M. Maltais:** Monsieur le Président, j'aimerais savoir quels moyens autres que ceux proposés par le gouvernement actuel, l'honorable député préconiserait en vue de faire justement baisser le taux de l'inflation.

**M. Kilgour:** Monsieur le Président, il y a plusieurs mesures que le gouvernement peut prendre pour attaquer l'inflation. J'ai déjà mentionné celle visant à réduire le déficit budgétaire. C'est un des moyens. On peut prendre l'exemple du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest ou de la Suisse. On peut constater que ces trois gouvernements dans leur lutte contre l'inflation ont beaucoup mieux réussi que nous et beaucoup mieux que tous les autres pays du monde, à ma connaissance. Ces trois gouvernements ont mis en œuvre une série de politiques qui visent vraiment à lutter contre l'inflation. Par exemple, le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest a baissé les tarifs des douanes, si l'on veut, afin de pallier la concurrence des prix. Un gouvernement peut encourager les investissements. Par exemple, le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest accorde à chacun de ses résidents une exemption d'impôt s'il investit dans le secteur de l'habitation. C'est alors que l'industrie de fabrication fonctionne. Il y a moins de chômage. Les gens paient les taxes, et les revenus du gouvernement peuvent augmenter. Bref il y a une série de choses que le gouvernement peut faire pour lutter contre l'inflation. Je peux suggérer quelque chose, monsieur le Président, si l'on peut examiner complètement les politiques de chacun des trois pays que je viens de mentionner, on peut très bien savoir quelles mesures nous devons adopter au Canada en vue de lutter contre l'inflation. Et enfin je peux dire que dans les trois pays que je viens de mentionner, à mon avis, il s'agit d'un moyen assez efficace pour lutter contre l'inflation.

**M. Maltais:** Monsieur le Président, je désirerais poser une autre question au député.

**Le président suppléant (M. Corbin):** Eh bien cela pourrait se faire, mais encore une fois, je tiens à le signaler, du consentement unanime de la Chambre.